



WORLD INTELLECTUAL PROPERTY ORGANIZATION
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Avec les compliments
de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

With the compliments
of the World Intellectual Property Organization

July 28, 2022

Sir,

J. As requested, please find attached certified copies, in
English and French, of the Nice Agreement.

Yours sincerely,



WIPO
Office of the Legal Counsel
INTELLECTUAL PROPERTY
ORGANIZATION

34, chemin des Colombettes--1211 GENÈVE 20 (SUISSE)--Tél.: (022) 338 91 11
Fac-similé (022) 733 54 28--Internet: <http://wipo.int>

Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques

du 15 juin 1957,
révisé à Stockholm le 14 juillet 1967
et à Genève le 13 mai 1977
et modifié le 28 septembre 1979

TABLE DES MATIÈRES*

Article 1 :	Constitution d'une Union particulière; adoption d'une classification internationale; définition et langues de la classification
Article 2 :	Portée juridique et application de la classification
Article 3 :	Comité d'experts
Article 4 :	Notification, entrée en vigueur et publication des changements
Article 5 :	Assemblée de l'Union particulière
Article 6 :	Bureau international
Article 7 :	Finances
Article 8 :	Modification des articles 5 à 8
Article 9 :	Ratification et adhésion; entrée en vigueur
Article 10 :	Durée
Article 11 :	Revision
Article 12 :	Dénonciation
Article 13 :	Renvoi à l'article 24 de la Convention de Paris
Article 14 :	Signature; langues; fonctions de dépositaire; notifications

Article premier

Constitution d'une Union particulière; adoption d'une classification internationale; définition et langues de la classification

- 1) Les pays auxquels s'applique le présent Arrangement sont constitués à l'état d'Union particulière et adoptent une classification commune des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques (ci-après dénommée «classification»).
- 2) La classification comprend:
 - i) une liste des classes, accompagnée, le cas échéant, de notes explicatives;
 - ii) une liste alphabétique des produits et des services (ci-après dénommée «liste alphabétique»), avec l'indication de la classe dans laquelle chaque produit ou service est rangé.
- 3) La classification est constituée par:
 - i) la classification qui a été publiée en 1971 par le Bureau international de la propriété intellectuelle (ci-après dénommé «Bureau international») visé dans la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, étant entendu, toutefois, que les notes explicatives de la liste des classes qui figurent dans cette publication seront considérées comme provisoires et comme étant des recommandations jusqu'à ce que des notes explicatives de la liste des classes soient établies par le Comité d'experts visé à l'article 3;
 - ii) les modifications et compléments qui sont entrés en vigueur, conformément à l'article 4.1) de l'Arrangement de Nice du 15 juin 1957 et de l'Acte de Stockholm du 14 juillet 1967 de cet Arrangement, avant l'entrée en vigueur du présent Acte;

* Cette table des matières a été ajoutée afin de faciliter la consultation du texte. Elle ne figure pas dans le texte original (français) de l'Arrangement.

iii) les changements apportés par la suite en vertu de l'article 3 du présent Acte et qui entrent en vigueur conformément à l'article 4.1) du présent Acte.

4) La classification est en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

5)

a) La classification visée à l'alinéa 3) i), ainsi que les modifications et compléments visés à l'alinéa 3) ii) qui sont entrés en vigueur avant la date à laquelle le présent Acte est ouvert à la signature, sont contenus dans un exemplaire authentique, en langue française, déposé auprès du Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (ci-après dénommés respectivement «Directeur général» et «Organisation»). Les modifications et compléments visés à l'alinéa 3) ii) qui entrent en vigueur après la date à laquelle le présent Acte est ouvert à la signature sont également déposés en un exemplaire authentique, en langue française, auprès du Directeur général.

b) La version anglaise des textes visés au sous-alinéa a) est établie par le Comité d'experts visé à l'article 3 à bref délai après l'entrée en vigueur du présent Acte. Son exemplaire authentique est déposé auprès du Directeur général.

c) Les changements visés à l'alinéa 3) iii) sont déposés en un exemplaire authentique, en langues française et anglaise, auprès du Directeur général.

6) Le Directeur général établit, après consultation des gouvernements intéressés, soit sur la base d'une traduction proposée par ces gouvernements, soit en ayant recours à tout autre moyen qui n'aurait aucune incidence financière sur le budget de l'Union particulière ou pour l'Organisation, des textes officiels de la classification dans les langues allemande, arabe, espagnole, italienne, portugaise, russe et dans les autres langues que pourra désigner l'Assemblée visée à l'article 5.

7) La liste alphabétique mentionne, en regard de chaque indication de produit ou de service, un numéro d'ordre propre à la langue dans laquelle elle est établie, avec:

i) s'il s'agit de la liste alphabétique établie en langue anglaise, le numéro d'ordre que la même indication porte dans la liste alphabétique établie en langue française, et vice versa;

ii) s'il s'agit d'une liste alphabétique établie conformément à l'alinéa 6), le numéro d'ordre que la même indication porte dans la liste alphabétique établie en langue française ou dans la liste alphabétique établie en langue anglaise.

Article 2

Portée juridique et application de la classification

1) Sous réserve des obligations imposées par le présent Arrangement, la portée de la classification est celle qui lui est attribuée par chaque pays de l'Union particulière. Notamment, la classification ne lie les pays de l'Union particulière ni quant à l'appréciation de l'étendue de la protection de la marque, ni quant à la reconnaissance des marques de service.

2) Chacun des pays de l'Union particulière se réserve la faculté d'appliquer la classification à titre de système principal ou de système auxiliaire.

3) Les administrations compétentes des pays de l'Union particulière feront figurer dans les titres et publications officiels des enregistrements des marques les numéros des classes de la classification auxquelles appartiennent les produits ou les services pour lesquels la marque est enregistrée.

4) Le fait qu'une dénomination figure dans la liste alphabétique n'affecte en rien les droits qui pourraient exister sur cette dénomination.

Article 3

Comité d'experts

1) Il est institué un Comité d'experts dans lequel chacun des pays de l'Union particulière est représenté.

2)

a) Le Directeur général peut et, à la demande du Comité d'experts, doit inviter les pays étrangers à l'Union particulière qui sont membres de l'Organisation ou parties à la Convention de Paris pour la

protection de la propriété industrielle à se faire représenter par des observateurs aux réunions du Comité d'experts.

b) Le Directeur général invite les organisations intergouvernementales spécialisées dans le domaine des marques dont un au moins des pays membres est un pays de l'Union particulière à se faire représenter par des observateurs aux réunions du Comité d'experts.

c) Le Directeur général peut et, à la demande du Comité d'experts, doit inviter des représentants d'autres organisations intergouvernementales et d'organisations internationales non gouvernementales à prendre part aux discussions qui les intéressent.

3) Le Comité d'experts:

i) décide des changements à apporter à la classification;

ii) adresse aux pays de l'Union particulière des recommandations tendant à faciliter l'utilisation de la classification et à en promouvoir l'application uniforme;

iii) prend toutes autres mesures qui, sans avoir d'incidences financières sur le budget de l'Union particulière ou pour l'Organisation, sont de nature à faciliter l'application de la classification par les pays en développement;

iv) est habilité à instituer des sous-comités et des groupes de travail.

4) Le Comité d'experts adopte son règlement intérieur. Ce dernier donne aux organisations intergouvernementales mentionnées à l'alinéa 2)*b)* qui peuvent apporter une contribution substantielle au développement de la classification la possibilité de prendre part aux réunions des sous-comités et groupes de travail du Comité d'experts.

5) Les propositions de changements à apporter à la classification peuvent être faites par l'administration compétente de tout pays de l'Union particulière, le Bureau international, les organisations intergouvernementales représentées au Comité d'experts en vertu de l'alinéa 2)*b)* et tout pays ou organisation spécialement invité par le Comité d'experts à formuler de telles propositions. Les propositions sont communiquées au Bureau international, qui les soumet aux membres du Comité d'experts et aux observateurs au plus tard deux mois avant la session du Comité d'experts au cours de laquelle elles seront examinées.

6) Chaque pays de l'Union particulière dispose d'une voix.

7)

a) Sous réserve du sous-alinéa *b)*, le Comité d'experts prend ses décisions à la majorité simple des pays de l'Union particulière représentés et votants.

b) Les décisions relatives à l'adoption des modifications à apporter à la classification sont prises à la majorité des quatre cinquièmes des pays de l'Union particulière représentés et votants. Par modification, il faut entendre tout transfert de produits ou de services d'une classe à une autre, ou la création de toute nouvelle classe.

c) Le règlement intérieur visé à l'alinéa 4) prévoit que, sauf cas spéciaux, les modifications de la classification sont adoptées à la fin de périodes déterminées; le Comité d'experts fixe la longueur de chaque période.

8) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

Article 4

Notification, entrée en vigueur et publication des changements

1) Les changements décidés par le Comité d'experts, de même que les recommandations du Comité d'experts, sont notifiés aux administrations compétentes des pays de l'Union particulière par le Bureau international. Les modifications entrent en vigueur six mois après la date de l'envoi de la notification. Tout autre changement entre en vigueur à la date que fixe le Comité d'experts au moment où le changement est adopté.

2) Le Bureau international incorpore dans la classification les changements entrés en vigueur. Ces changements font l'objet d'avis publiés dans les périodiques désignés par l'Assemblée visée à l'article 5.

Article 5

Assemblée de l'Union particulière

1)

a) L'Union particulière a une Assemblée composée des pays qui ont ratifié le présent Acte ou y ont adhéré.

b) Le Gouvernement de chaque pays est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.

2)

a) Sous réserve des dispositions des articles 3 et 4, l'Assemblée:

i) traite de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union particulière et l'application du présent Arrangement;

ii) donne au Bureau international des directives concernant la préparation des conférences de révision, compte étant dûment tenu des observations des pays de l'Union particulière qui n'ont pas ratifié le présent Acte ou n'y ont pas adhéré;

iii) examine et approuve les rapports et les activités du Directeur général de l'Organisation (ci-après dénommé «le Directeur général») relatifs à l'Union particulière et lui donne toutes directives utiles concernant les questions de la compétence de l'Union particulière;

iv) arrête le programme, adopte le budget biennal de l'Union particulière et approuve ses comptes de clôture;

v) adopte le règlement financier de l'Union particulière;

vi) crée, outre le Comité d'experts mentionné à l'article 3, les autres comités d'experts et les groupes de travail qu'elle juge utiles à la réalisation des objectifs de l'Union particulière;

vii) décide quels sont les pays non membres de l'Union particulière et quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis à ses réunions en qualité d'observateurs;

viii) adopte les modifications des articles 5 à 8;

ix) entreprend toute autre action appropriée en vue d'atteindre les objectifs de l'Union particulière;

x) s'acquitte de toutes autres tâches qu'implique le présent Arrangement.

b) Sur les questions qui intéressent également d'autres Unions administrées par l'Organisation, l'Assemblée statue connaissance prise de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

3)

a) Chaque pays membre de l'Assemblée dispose d'une voix.

b) La moitié des pays membres de l'Assemblée constitue le quorum.

c) Nonobstant les dispositions du sous-alinéa b), si, lors d'une session, le nombre des pays représentés est inférieur à la moitié mais égal ou supérieur au tiers des pays membres de l'Assemblée, celle-ci peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après sont remplies. Le Bureau international communique lesdites décisions aux pays membres de l'Assemblée qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des pays ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre de pays qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

d) Sous réserve des dispositions de l'article 8.2), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

e) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

f) Un délégué ne peut représenter qu'un seul pays et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

g) Les pays de l'Union particulière qui ne sont pas membres de l'Assemblée sont admis à ses réunions en qualité d'observateurs.

4)

a) L'Assemblée se réunit une fois tous les deux ans en session ordinaire sur convocation du Directeur général et, sauf cas exceptionnels, pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation.

b) L'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande d'un quart des pays membres de l'Assemblée.

c) L'ordre du jour de chaque session est préparé par le Directeur général.

5) L'Assemblée adopte son règlement intérieur.

Article 6

Bureau international

1)

a) Les tâches administratives incombant à l'Union particulière sont assurées par le Bureau international.

b) En particulier, le Bureau international prépare les réunions et assure le secrétariat de l'Assemblée, du Comité d'experts, et de tous autres comités d'experts et tous groupes de travail que l'Assemblée ou le Comité d'experts peut créer.

c) Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Union particulière et la représente.

2) Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée, du Comité d'experts, et de tout autre comité d'experts ou tout groupe de travail que l'Assemblée ou le Comité d'experts peut créer. Le Directeur général ou un membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de ces organes.

3)

a) Le Bureau international, selon les directives de l'Assemblée, prépare les conférences de révision des dispositions de l'Arrangement autres que les articles 5 à 8.

b) Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales sur la préparation des conférences de révision.

c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans ces conférences.

4) Le Bureau international exécute toutes autres tâches qui lui sont attribuées.

Article 7

Finances

1)

a) L'Union particulière a un budget.

b) Le budget de l'Union particulière comprend les recettes et les dépenses propres à l'Union particulière, sa contribution au budget des dépenses communes aux Unions, ainsi que, le cas échéant, la somme mise à la disposition du budget de la Conférence de l'Organisation.

c) Sont considérées comme dépenses communes aux Unions les dépenses qui ne sont pas attribuées exclusivement à l'Union particulière mais également à une ou plusieurs autres Unions administrées par l'Organisation. La part de l'Union particulière dans ces dépenses communes est proportionnelle à l'intérêt que ces dépenses présentent pour elle.

2) Le budget de l'Union particulière est arrêté compte tenu des exigences de coordination avec les budgets des autres Unions administrées par l'Organisation.

3) Le budget de l'Union particulière est financé par les ressources suivantes:

i) les contributions des pays de l'Union particulière;

- ii) les taxes et sommes dues pour les services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière;
- iii) le produit de la vente des publications du Bureau international concernant l'Union particulière et les droits afférents à ces publications;
- iv) les dons, legs et subventions;
- v) les loyers, intérêts et autres revenus divers.

4)

a) Pour déterminer sa part contributive au sens de l'alinéa 3)i), chaque pays de l'Union particulière appartient à la classe dans laquelle il est rangé pour ce qui concerne l'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle, et paie ses contributions annuelles sur la base du nombre d'unités déterminé pour cette classe dans cette Union.

b) La contribution annuelle de chaque pays de l'Union particulière consiste en un montant dont le rapport à la somme totale des contributions annuelles au budget de l'Union particulière de tous les pays est le même que le rapport entre le nombre des unités de la classe dans laquelle il est rangé et le nombre total des unités de l'ensemble des pays.

c) Les contributions sont dues au premier janvier de chaque année.

d) Un pays en retard dans le paiement de ses contributions ne peut exercer son droit de vote dans aucun des organes de l'Union particulière si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. Cependant, un tel pays peut être autorisé à conserver l'exercice de son droit de vote au sein dudit organe aussi longtemps que ce dernier estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

e) Dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le début d'un nouvel exercice, le budget de l'année précédente est reconduit selon les modalités prévues par le règlement financier.

5) Le montant des taxes et sommes dues pour des services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière est fixé par le Directeur général, qui fait rapport à l'Assemblée.

6)

a) L'Union particulière possède un fonds de roulement constitué par un versement unique effectué par chaque pays de l'Union particulière. Si le fonds devient insuffisant, l'Assemblée décide de son augmentation.

b) Le montant du versement initial de chaque pays au fonds précité ou de sa participation à l'augmentation de celui-ci est proportionnel à la contribution de ce pays pour l'année au cours de laquelle le fonds est constitué ou l'augmentation décidée.

c) La proportion et les modalités de versement sont arrêtées par l'Assemblée, sur proposition du Directeur général et après avis du Comité de coordination de l'Organisation.

7)

a) L'Accord de siège conclu avec le pays sur le territoire duquel l'Organisation a son siège prévoit que, si le fonds de roulement est insuffisant, ce pays accorde des avances. Le montant de ces avances et les conditions dans lesquelles elles sont accordées font l'objet, dans chaque cas, d'accords séparés entre le pays en cause et l'Organisation.

b) Le pays visé au sous-alinéa a) et l'Organisation ont chacun le droit de dénoncer l'engagement d'accorder des avances moyennant notification par écrit. La dénonciation prend effet trois ans après la fin de l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.

8) La vérification des comptes est assurée, selon les modalités prévues par le règlement financier, par un ou plusieurs pays de l'Union particulière ou par des contrôleurs extérieurs, qui sont, avec leur consentement, désignés par l'Assemblée.

Article 8

Modification des articles 5 à 8

1) Des propositions de modification des articles 5, 6, 7 et du présent article peuvent être présentées par tout pays membre de l'Assemblée ou par le Directeur général. Ces propositions sont communiquées par ce

dernier aux pays membres de l'Assemblée six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) est adoptée par l'Assemblée. L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés; toutefois, toute modification de l'article 5 et du présent alinéa requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés.

3) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des pays qui étaient membres de l'Assemblée au moment où la modification a été adoptée. Toute modification desdits articles ainsi acceptée lie tous les pays qui sont membres de l'Assemblée au moment où la modification entre en vigueur ou qui en deviennent membres à une date ultérieure; toutefois, toute modification qui augmente les obligations financières des pays de l'Union particulière ne lie que ceux d'entre eux qui ont notifié leur acceptation de ladite modification.

Article 9

Ratification et adhésion; entrée en vigueur

1) Chacun des pays de l'Union particulière qui a signé le présent Acte peut le ratifier et, s'il ne l'a pas signé, peut y adhérer.

2) Tout pays étranger à l'Union particulière, partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, peut adhérer au présent Acte et devenir, de ce fait, pays de l'Union particulière.

3) Les instruments de ratification et d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

4)

a) Le présent Acte entre en vigueur trois mois après que les deux conditions suivantes ont été remplies:

i) six pays ou plus ont déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion;

ii) trois au moins de ces pays sont des pays qui, à la date à laquelle le présent Acte est ouvert à la signature, sont des pays de l'Union particulière.

b) L'entrée en vigueur visée au sous-alinéa *a)* est effective à l'égard des pays qui, trois mois au moins avant ladite entrée en vigueur, ont déposé des instruments de ratification ou d'adhésion.

c) A l'égard de tout pays non couvert par le sous-alinéa *b)*, le présent Acte entre en vigueur trois mois après la date à laquelle sa ratification ou son adhésion a été notifiée par le Directeur général, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument de ratification ou d'adhésion. Dans ce dernier cas, le présent Acte entre en vigueur, à l'égard de ce pays, à la date ainsi indiquée.

5) La ratification ou l'adhésion emporte de plein droit accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par le présent Acte.

6) Après l'entrée en vigueur du présent Acte, aucun pays ne peut ratifier un Acte antérieur du présent Arrangement ou y adhérer.

Article 10

Durée

Le présent Arrangement a la même durée que la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

Article 11

Revision

1) Le présent Arrangement peut être révisé périodiquement par des conférences des pays de l'Union particulière.

2) La convocation des conférences de révision est décidée par l'Assemblée.

3) Les articles 5 à 8 peuvent être modifiés soit par une conférence de révision, soit conformément à l'article 8.

Article 12

Dénonciation

1) Tout pays peut dénoncer le présent Acte par notification adressée au Directeur général. Cette dénonciation emporte aussi dénonciation de l'Acte ou des Actes antérieurs du présent Arrangement que le pays qui dénonce le présent Acte a ratifiés ou auxquels il a adhéré et ne produit son effet qu'à l'égard du pays qui l'a faite, l'Arrangement restant en vigueur et exécutoire à l'égard des autres pays de l'Union particulière.

2) La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur général a reçu la notification.

3) La faculté de dénonciation prévue par le présent article ne peut être exercée par un pays avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle il est devenu pays de l'Union particulière.

Article 13

Renvoi à l'article 24 de la Convention de Paris

Les dispositions de l'article 24 de l'Acte de Stockholm de 1967 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle s'appliquent au présent Arrangement; toutefois, si ces dispositions sont amendées à l'avenir, le dernier amendement en date s'applique au présent Arrangement à l'égard des pays de l'Union particulière qui sont liés par cet amendement.

Article 14

Signature; langues; fonctions de dépositaire; notifications

1)

a) Le présent Acte est signé en un seul exemplaire original en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, et déposé auprès du Directeur général.

b) Des textes officiels du présent Acte sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés et dans les deux mois qui suivent la signature du présent Acte, dans les deux autres langues, l'espagnol et le russe, dans lesquelles, à côté des langues visées au sous-alinéa a), ont été signés les textes faisant foi de la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

c) Des textes officiels du présent Acte sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés, dans les langues allemande, arabe, italienne et portugaise, et dans les autres langues que l'Assemblée peut indiquer.

2) Le présent Acte reste ouvert à la signature jusqu'au 31 décembre 1977.

3)

a) Le Directeur général certifie et transmet deux copies du texte signé du présent Acte aux gouvernements de tous les pays de l'Union particulière et, sur demande, au gouvernement de tout autre pays.

b) Le Directeur général certifie et transmet deux copies de toute modification du présent Acte aux gouvernements de tous les pays de l'Union particulière et, sur demande, au gouvernement de tout autre pays.

4) Le Directeur général fait enregistrer le présent Acte auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

5) Le Directeur général notifie aux gouvernements de tous les pays parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle:

i) les signatures apposées selon l'alinéa 1);

ii) le dépôt d'instruments de ratification ou d'adhésion selon l'article 9.3);

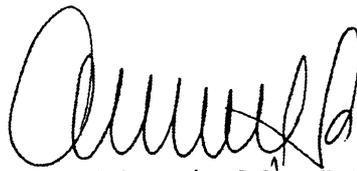
iii) la date d'entrée en vigueur du présent Acte selon l'article 9.4)a);

iv) les acceptations des modifications du présent Acte selon l'article 8.3);

- v) les dates auxquelles ces modifications entrent en vigueur;
- vi) les dénonciations reçues selon l'article 12.

Je, soussignée, certifie que le texte qui précède est la copie conforme du texte original en français de l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques du 15 juin 1957, révisé à Stockholm le 14 juillet 1967 et à Genève le 13 mai 1977 et modifié à Genève le 28 septembre 1979.

Pour le Directeur général,



Anna Morawiec Mansfield
Conseillère juridique adjointe
Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

Le 26 juillet 2022



Nice Agreement Concerning the International Classification of Goods and Services for the Purposes of the Registration of Marks

**of June 15, 1957,
as revised at Stockholm on July 14, 1967,
and at Geneva on May 13, 1977,
and amended on September 28, 1979**

TABLE OF CONTENTS*

Article 1:	Establishment of a Special Union; Adoption of an International Classification; Definition and Languages of the Classification
Article 2:	Legal Effect and Use of the Classification
Article 3:	Committee of Experts
Article 4:	“Notification, Entry Into Force and Publication of Changes
Article 5:	Assembly of the Special Union
Article 6:	International Bureau
Article 7:	Finances
Article 8:	Amendment of Articles 5 to 8
Article 9:	Ratification and Accession; Entry Into Force
Article 10:	Duration
Article 11:	Revision
Article 12:	Denunciation
Article 13:	Reference to Article 24 of the Paris Convention
Article 14:	Signature; Languages; Depositary Functions; Notifications

Article 1

Establishment of a Special Union; Adoption of an International Classification; Definition and Languages of the Classification

- (1) The countries to which this Agreement applies constitute a Special Union and adopt a common classification of goods and services for the purposes of the registration of marks (hereinafter designated as “the Classification”).
- (2) The Classification consists of:
- (i) a list of classes, together with, as the case may be, explanatory notes;
 - (ii) an alphabetical list of goods and services (hereinafter designated as “the alphabetical list”) with an indication of the class into which each of the goods or services falls.
- (3) The Classification comprises:
- (i) the classification published in 1971 by the International Bureau of Intellectual Property (hereinafter designated as “the International Bureau”) referred to in the Convention Establishing the World Intellectual Property Organization, it being understood, however, that the explanatory notes to the list of classes included in that publication shall be regarded as

* This Table of Contents is added for the convenience of the reader. It does not appear in the original (English) text of the Agreement.

provisional and as recommendations until such time as explanatory notes to the list of classes are established by the Committee of Experts referred to in Article 3;

- (ii) the amendments and additions which have entered into force, pursuant to Article 4(1) of the Nice Agreement of June 15, 1957, and of the Stockholm Act of July 14, 1967, of that Agreement, prior to the entry into force of the present Act;
- (iii) any changes to be made in accordance with Article 3 of this Act and which enter into force pursuant to Article 4(1) of this Act.

(4) The Classification shall be in the English and French languages, both texts being equally authentic.

(5)

(a) classification referred to in paragraph (3) (i), together with those amendments and additions referred to in paragraph (3)(ii) which have entered into force prior to the date this Act is opened for signature, is contained in one authentic copy, in the French language, deposited with the Director General of the World Intellectual Property Organization (hereinafter designated respectively “the Director General” and “the Organization”). Those amendments and additions referred to in paragraph (3) (ii) which enter into force after the date this Act is opened for signature shall also be deposited in one authentic copy, in the French language, with the Director General.

(b) The English version of the texts referred to in subparagraph (a) shall be established by the Committee of Experts referred to in Article 3 promptly after the entry into force of this Act. Its authentic copy shall be deposited with the Director General.

(c) The changes referred to in paragraph (3) (iii) shall be deposited in one authentic copy, in the English and French languages, with the Director General.

(6) Official texts of the Classification, in Arabic, German, Italian, Portuguese, Russian, Spanish and in such other languages as the Assembly referred to in Article 5 may designate, shall be established by the Director General, after consultation with the interested Governments and either on the basis of a translation submitted by those Governments or by any other means which do not entail financial implications for the budget of the Special Union or for the Organization.

(7) The alphabetical list shall mention, opposite each indication of goods or services, a serial number that is specific to the language in which the said list is established, together with:

- (i) in the case of the alphabetical list established in English, the serial number mentioned in respect of the same indication in the alphabetical list established in French, and vice versa;
- (ii) in the case of any alphabetical list established pursuant to paragraph (6), the serial number mentioned in respect of the same indication in the alphabetical list established in English or in the alphabetical list established in French.

Article 2

Legal Effect and Use of the Classification

(1) Subject to the requirements prescribed by this Agreement, the effect of the Classification shall be that attributed to it by each country of the Special Union. In particular, the Classification shall not bind the countries of the Special Union in respect of either the evaluation of the extent of the protection afforded to any given mark or the recognition of service marks.

(2) Each of the countries of the Special Union reserves the right to use the Classification either as a principal or as a subsidiary system.

(3) The competent Office of the countries of the Special Union shall include in the official documents and publications relating to registrations of marks the numbers of the classes of the Classification to which the goods or services for which the mark is registered belong.

(4) The fact that a term is included in the alphabetical list in no way affects any rights which might subsist in such a term.

Article 3

Committee of Experts

(1) A Committee of Experts shall be set up in which each country of the Special Union shall be represented.

(2)

(a) The Director General may, and, if requested by the Committee of Experts, shall, invite countries outside the Special Union which are members of the Organization or party to the Paris Convention for the Protection of Industrial Property to be represented by observers at meetings of the Committee of Experts.

(b) The Director General shall invite intergovernmental organizations specialized in the field of marks, of which at least one of the member countries is a country of the Special Union, to be represented by observers at meetings of the Committee of Experts.

(c) The Director General may, and, if requested by the Committee of Experts, shall, invite representatives of other intergovernmental organizations and international non-governmental organizations to participate in discussions of interest to them.

(3) The Committee of Experts shall:

(i) decide on changes in the Classification;

(ii) address recommendations to the countries of the Special Union for the purpose of facilitating the use of the Classification and promoting its uniform application;

(iii) take all other measures which, without entailing financial implications for the budget of the Special Union or for the Organization, contribute towards facilitating the application of the Classification by developing countries;

(iv) have the right to establish subcommittees and working groups.

(4) The Committee of Experts shall adopt its own rules of procedure. The latter shall provide for the possibility of participation in meetings of the subcommittees and working groups of the Committee of Experts by those intergovernmental organizations referred to in paragraph (2)(b) which can make a substantial contribution to the development of the Classification.

(5) Proposals for changes in the Classification may be made by the competent Office of any country of the Special Union, the International Bureau, any intergovernmental organization represented in the Committee of Experts pursuant to paragraph (2)(b) and any country or organization specially invited by the Committee of Experts to submit such proposals. The proposals shall be communicated to the International Bureau, which shall submit them to the members of the Committee of Experts and to the observers not later than two months before the session of the Committee of Experts at which the said proposals are to be considered.

(6) Each country of the Special Union shall have one vote.

(7)

(a) Subject to subparagraph (b), the decisions of the Committee of Experts shall require a simple majority of the countries of the Special Union represented and voting.

(b) Decisions concerning the adoption of amendments to the Classification shall require a majority of four-fifths of the countries of the Special Union represented and voting. "Amendment" shall mean any transfer of goods or services from one class to another or the creation of any new class.

(c) The rules of procedure referred to in paragraph (4) shall provide that, except in special cases, amendments to the Classification shall be adopted at the end of specified periods; the length of each period shall be determined by the Committee of Experts.

(8) Abstentions shall not be considered as votes.

Article 4

Notification, Entry Into Force and Publication of Changes

(1) Changes decided upon by the Committee of Experts and recommendations of the Committee of Experts shall be notified to the competent Offices of the countries of the Special Union by the International

Bureau. Amendments shall enter into force six months after the date of dispatch of the notification. Any other change shall enter into force on a date to be specified by the Committee of Experts at the time the change is adopted.

(2) The International Bureau shall incorporate in the Classification the changes which have entered into force. Announcements of those changes shall be published in such periodicals as may be designated by the Assembly referred to in Article 5.

Article 5

Assembly of the Special Union

(1)

(a) The Special Union shall have an Assembly consisting of those countries which have ratified or acceded to this Act.

(b) The Government of each country shall be represented by one delegate, who may be assisted by alternate delegates, advisors, and experts.

(c) The expenses of each delegation shall be borne by the Government which has appointed it.

(2)

(a) Subject to the provisions of Articles 3 and 4, the Assembly shall:

(i) deal with all matters concerning the maintenance and development of the Special Union and the implementation of this Agreement;

(ii) give directions to the International Bureau concerning the preparation for conferences of revision, due account being taken of any comments made by those countries of the Special Union which have not ratified or acceded to this Act;

(iii) review and approve the reports and activities of the Director General of the Organization (hereinafter designated as "the Director General") concerning the Special Union, and give him all necessary instructions concerning matters within the competence of the Special Union;

(iv) determine the program and adopt the biennial budget of the Special Union, and approve its final accounts;

(v) adopt the financial regulations of the Special Union;

(vi) establish, in addition to the Committee of Experts referred to in Article 3, such other committees of experts and working groups as it may deem necessary to achieve the objectives of the Special Union;

(vii) determine which countries not members of the Special Union and which intergovernmental and international non-governmental organizations shall be admitted to its meetings as observers;

(viii) adopt amendments to Articles 5 to 8;

(ix) take any other appropriate action designed to further the objectives of the Special Union;

(x) perform such other functions as are appropriate under this Agreement.

(b) With respect to matters which are of interest also to other Unions administered by the Organization, the Assembly shall make its decisions after having heard the advice of the Coordination Committee of the Organization.

(3)

(a) Each country member of the Assembly shall have one vote.

(b) One-half of the countries members of the Assembly shall constitute a quorum.

(c) Notwithstanding the provisions of subparagraph (b), if, in any session, the number of countries represented is less than one-half but equal to or more than one-third of the countries members of the Assembly, the Assembly may make decisions but, with the exception of decisions concerning its own procedure, all such decisions shall take effect only if the conditions set forth hereinafter are fulfilled. The International Bureau shall communicate the said decisions to the countries members of the Assembly which were not represented and shall invite them to express in writing their vote or abstention within a period of three months from the date of the communication. If, at the expiration of this period, the number of countries having thus expressed their vote or abstention attains the number of countries which was lacking for

attaining the quorum in the session itself, such decisions shall take effect provided that at the same time the required majority still obtains.

(d) Subject to the provisions of Article 8(2), the decisions of the Assembly shall require two-thirds of the votes cast.

(e) Abstentions shall not be considered as votes.

(f) A delegate may represent, and vote in the name of, one country only.

(g) Countries of the Special Union not members of the Assembly shall be admitted to the meetings of the latter as observers.

(4)

(a) The Assembly shall meet once in every second calendar year in ordinary session upon convocation by the Director General and, in the absence of exceptional circumstances, during the same period and at the same place as the General Assembly of the Organization.

(b) The Assembly shall meet in extraordinary session upon convocation by the Director General, at the request of one-fourth of the countries members of the Assembly.

(c) The agenda of each session shall be prepared by the Director General.

(5) The Assembly shall adopt its own rules of procedure.

Article 6

International Bureau

(1)

(a) Administrative tasks concerning the Special Union shall be performed by the International Bureau.

(b) In particular, the International Bureau shall prepare the meetings and provide the secretariat of the Assembly, the Committee of Experts, and such other committees of experts and working groups as may have been established by the Assembly or the Committee of Experts.

(c) The Director General shall be the chief executive of the Special Union and shall represent the Special Union.

(2) The Director General and any staff member designated by him shall participate, without the right to vote, in all meetings of the Assembly, the Committee of Experts, and such other committees of experts or working groups as may have been established by the Assembly or the Committee of Experts. The Director General, or a staff member designated by him, shall be ex officio secretary of those bodies.

(3)

(a) The International Bureau shall, in accordance with the directions of the Assembly, make the preparations for the conferences of revision of the provisions of the Agreement other than Articles 5 to 8.

(b) The International Bureau may consult with intergovernmental and international non-governmental organizations concerning preparations for conferences of revision.

(c) The Director General and persons designated by him shall take part, without the right to vote, in the discussions at those conferences.

(4) The International Bureau shall carry out any other tasks assigned to it.

Article 7

Finances

(1)

(a) The Special Union shall have a budget.

(b) The budget of the Special Union shall include the income and expenses proper to the Special Union, its contribution to the budget of expenses common to the Unions, and, where applicable, the sum made available to the budget of the Conference of the Organization.

(c) Expenses not attributable exclusively to the Special Union but also to one or more other Unions administered by the Organization shall be considered as expenses common to the Unions. The share of the Special Union in such common expenses shall be in proportion to the interest the Special Union has in them.

(2) The budget of the Special Union shall be established with due regard to the requirements of coordination with the budgets of the other Unions administered by the Organization.

(3) The budget of the Special Union shall be financed from the following sources:

- (i) contributions of the countries of the Special Union;
- (ii) fees and charges due for services rendered by the International Bureau in relation to the Special Union;
- (iii) sale of, or royalties on, the publications of the International Bureau concerning the Special Union;
- (iv) gifts, bequests, and subventions;
- (v) rents, interests, and other miscellaneous income.

(4)

(a) For the purpose of establishing its contribution referred to in paragraph (3) (i), each country of the Special Union shall belong to the same class as it belongs to in the Paris Union for the Protection of Industrial Property, and shall pay its annual contributions on the basis of the same number of units as is fixed for that class in that Union.

(b) The annual contribution of each country of the Special Union shall be an amount in the same proportion to the total sum to be contributed to the budget of the Special Union by all countries as the number of its units is to the total of the units of all contributing countries.

(c) Contributions shall become due on the first of January of each year.

(d) A country which is in arrears in the payment of its contributions may not exercise its right to vote in any organ of the Special Union if the amount of its arrears equals or exceeds the amount of the contributions due from it for the preceding two full years. However, any organ of the Special Union may allow such a country to continue to exercise its right to vote in that organ if, and as long as, it is satisfied that the delay in payment is due to exceptional and unavoidable circumstances.

(e) If the budget is not adopted before the beginning of a new financial period, it shall be at the same level as the budget of the previous year, as provided in the financial regulations.

(5) The amount of the fees and charges due for services rendered by the International Bureau in relation to the Special Union shall be established, and shall be reported to the Assembly, by the Director General.

(6)

(a) The Special Union shall have a working capital fund which shall be constituted by a single payment made by each country of the Special Union. If the fund becomes insufficient, the Assembly shall decide to increase it.

(b) The amount of the initial payment of each country to the said fund or of its participation in the increase thereof shall be a proportion of the contribution of that country for the year in which the fund is established or the decision to increase it is made.

(c) The proportion and the terms of payment shall be fixed by the Assembly on the proposal of the Director General and after it has heard the advice of the Coordination Committee of the Organization.

(7)

(a) In the headquarters agreement concluded with the country on the territory of which the Organization has its headquarters, it shall be provided that, whenever the working capital fund is insufficient, such country shall grant advances. The amount of those advances and the conditions on which they are granted shall be the subject of separate agreements, in each case, between such country and the Organization.

(b) The country referred to in subparagraph (a) and the Organization shall each have the right to denounce the obligation to grant advances, by written notification. Denunciation shall take effect three years after the end of the year in which it has been notified.

(8) The auditing of the accounts shall be effected by one or more of the countries of the Special Union or by external auditors, as provided in the financial regulations. They shall be designated, with their agreement, by the Assembly.

Article 8

Amendment of Articles 5 to 8

(1) Proposals for the amendment of Articles 5, 6, 7, and the present Article, may be initiated by any country member of the Assembly, or by the Director General. Such proposals shall be communicated by the Director General to the member countries of the Assembly at least six months in advance of their consideration by the Assembly.

(2) Amendments to the Articles referred to in paragraph (1) shall be adopted by the Assembly. Adoption shall require three-fourths of the votes cast, provided that any amendment to Article 5, and to the present paragraph, shall require four-fifths of the votes cast.

(3) Any amendment to the Articles referred to in paragraph (1) shall enter into force one month after written notifications of acceptance, effected in accordance with their respective constitutional processes, have been received by the Director General from three-fourths of the countries members of the Assembly at the time it adopted the amendment. Any amendment to the said Articles thus accepted shall bind all the countries which are members of the Assembly at the time the amendment enters into force, or which become members thereof at a subsequent date, provided that any amendment increasing the financial obligations of countries of the Special Union shall bind only those countries which have notified their acceptance of such amendment.

Article 9

Ratification and Accession; Entry Into Force

(1) Any country of the Special Union which has signed this Act may ratify it, and, if it has not signed it, may accede to it.

(2) Any country outside the Special Union which is party to the Paris Convention for the Protection of Industrial Property may accede to this Act and thereby become a country of the Special Union.

(3) Instruments of ratification and accession shall be deposited with the Director General.

(4)

(a) This Act shall enter into force three months after both of the following conditions are fulfilled:

(i) six or more countries have deposited their instruments of ratification or accession;

(ii) at least three of the said countries are countries which, on the date this Act is opened for signature, are countries of the Special Union.

(b) The entry into force referred to in subparagraph (a) shall apply to those countries which, at least three months before the said entry into force, have deposited instruments of ratification or accession.

(c) With respect to any country not covered by subparagraph (b), this Act shall enter into force three months after the date on which its ratification or accession was notified by the Director General, unless a subsequent date has been indicated in the instrument of ratification or accession. In the latter case, this Act shall enter into force with respect to that country on the date thus indicated.

(5) Ratification or accession shall automatically entail acceptance of all the clauses and admission to all the advantages of this Act.

(6) After the entry into force of this Act, no country may ratify or accede to an earlier Act of this Agreement.

Article 10

Duration

This Agreement shall have the same duration as the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

Article 11

Revision

(1) This Agreement may be revised from time to time by a conference of the countries of the Special Union.

(2) The convocation of any revision conference shall be decided upon by the Assembly.

(3) Articles 5 to 8 may be amended either by a revision conference or according to Article 8.

Article 12

Denunciation

(1) Any country may denounce this Act by notification addressed to the Director General. Such denunciation shall constitute also denunciation of the earlier Act or Acts of this Agreement which the country denouncing this Act may have ratified or acceded to, and shall affect only the country making it, the Agreement remaining in full force and effect as regards the other countries of the Special Union.

(2) Denunciation shall take effect one year after the day on which the Director General has received the notification.

(3) The right of denunciation provided by this Article shall not be exercised by any country before the expiration of five years from the date upon which it becomes a country of the Special Union.

Article 13

Reference to Article 24 of the Paris Convention

The provisions of Article 24 of the Stockholm Act of 1967 of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property shall apply to this Agreement, provided that, if those provisions are amended in the future, the latest amendment shall apply to this Agreement with respect to those countries of the Special Union which are bound by such amendment.

Article 14

Signature; Languages; Depositary Functions; Notifications

(1)

(a) This Act shall be signed in a single original in the English and French languages, both texts being equally authentic, and shall be deposited with the Director General.

(b) Official texts of this Act shall be established by the Director General, after consultation with the interested Governments and within two months from the date of signature of this Act, in the two other languages, Russian and Spanish, in which, together with the languages referred to in subparagraph (a), authentic texts of the Convention Establishing the World Intellectual Property Organization were signed.

(c) Official texts of this Act shall be established by the Director General, after consultation with the interested Governments, in the Arabic, German, Italian and Portuguese languages, and such other languages as the Assembly may designate.

(2) This Act shall remain open for signature until December 31, 1977.

(3)

(a) The Director General shall transmit two copies, certified by him, of the signed text of this Act to the Governments of all countries of the Special Union and, on request, to the Government of any other country.

(b) The Director General shall transmit two copies, certified by him, of any amendment to this Act to the Governments of all countries of the Special Union and, on request, to the Government of any other country.

(4) The Director General shall register this Act with the Secretariat of the United Nations.

(5) The Director General shall notify the Governments of all countries party to the Paris Convention for the Protection of Industrial Property of:

- (i) signatures under paragraph (1);
- (ii) deposits of instruments of ratification or accession under Article 9(3);
- (iii) the date of entry into force of this Act under Article 9(4) (a);
- (iv) acceptances of amendments to this Act under Article 8(3);
- (v) the dates on which such amendments enter into force;
- (vi) denunciations received under Article 12.

I hereby certify that the foregoing is a true copy of the original text, in English, of the Nice Agreement Concerning the International Classification of Goods and Services for the Purposes of the Registration of Marks of June 15, 1957, as revised at Stockholm on July 14, 1967, and at Geneva on May 13, 1977, and amended at Geneva on September 28, 1979.

For the Director General,



Anna Morawiec Mansfield
Deputy Legal Counsel
World Intellectual Property Organization

July 26, 2022





Salinan naskah resmi

Certified true copy

Nomor : 00232/CTC/10/2022/52

Number



Sahadatun Donatirin

NIP. 19740603 199803 2 001

Sekretaris Direktorat Jenderal Hukum dan Perjanjian Internasional
Kementerian Luar Negeri, Republik Indonesia

*Secretary of Directorate General for Legal Affairs and International Treaties
Ministry of Foreign Affairs, Republic of Indonesia*

Tanggal _____ : 27 Oktober 2022

Date